



Le président ivoirien Alassane Ouattara a assuré mercredi 25 juillet que "nul ne sera épargné" par la justice après les récentes violences dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, lors d'un entretien donné à la chaîne de télévision TV5 Monde. "Ce qui s'est passé à Duékoué est parti d'un acte criminel, que je condamne. Ensuite, un groupe de population a voulu se venger. Ceci est inadmissible. On ne peut pas faire justice soi-même", a affirmé Alassane Ouattara.

Allassane Ouattara le 24 Juillet

"Je condamne la violence. J'ai mis en place une commission d'enquête, nous aurons ses conclusions et nul ne sera épargné", a promis le président ivoirien, alors qu'il se trouve en visite en France, où il doit rencontrer jeudi le président François Hollande.

VILLE MARTYRE DEPUIS 2010

Au moins 11 personnes ont été tuées et 40 blessées le 20 juillet, selon les Nations unies, dans des violences à Duékoué, dans l'ouest du pays. Après le meurtre de quatre personnes dans un quartier peuplé surtout de Malinkés, c'est-à-dire des membres de l'ethnie réputée favorable au chef de l'Etat Alassane Ouattara, une foule a attaqué en représailles un camp de réfugiés abritant surtout des autochtones guérés, vus comme partisans de l'ex-président Laurent Gbagbo, y tuant au moins sept personnes.

Selon plusieurs sources, les jeunes qui ont attaqué le camp, gardé par des Casques bleus, étaient accompagnés de militaires ivoiriens des Forces républicaines (FRCI) et de "dozos", chasseurs traditionnels servant de supplétifs à ces forces de sécurité. De son côté, une association d'Ivoiriens résidant en France a écrit au gouvernement français pour qu'il demande à la Cour pénale internationale (CPI) d'ouvrir une enquête sur les violences recensées depuis 2010 dans l'ouest de la Côte d'Ivoire. Duékoué a en effet été une cité martyre de la crise postélectorale de décembre 2010-avril 2011. Sur les quelque 3 000 morts dus aux troubles, la

ville et sa région en ont compté plusieurs centaines. Les forces pro-Ouattara y ont été gravement mises en cause.

LE CAMP GBAGBO ACCUSE OUATTARA DE "GÉNOCIDE"

De son côté, le parti de l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo a accusé mercredi l'armée d'avoir pris part à l'attaque meurtrière du 20 juillet, devant des Casques bleus restés "impassibles", et a dénoncé un "massacre". "Les autorités ivoiriennes et l'Onuci [la mission onusienne dans le pays] sont responsables de ce drame par leur légèreté, pour ne pas dire leur connivence dans la gestion de ces événements", a affirmé le Front populaire ivoirien (FPI) dans une déclaration à Abidjan.

Les soldats ivoiriens des FRCI et les "dozos [...] appuyés par des centaines de personnes armées" ont mené une "expédition punitive" contre les déplacés du camp de Nahibly, proche de Duékoué, et les Casques bleus postés à l'entrée ont assisté "impassiblement à cette barbarie", a affirmé Laurent Akoun, secrétaire général du FPI.

Le parti "accuse" le président Alassane Ouattara, son gouvernement et l'Onuci de "génocide" contre la population wè (ou guéré), les autochtones de l'Ouest, a-t-il poursuivi, dénonçant une volonté d'"expropriation des paysans autochtones". Le FPI a exigé une "commission d'enquête crédible" sur les dernières violences et assuré que le "bilan provisoire" de l'attaque du camp "indique 211 morts" selon des "sources diverses concordantes", ainsi qu'"une centaine de blessés et des centaines" de disparus.